

## ~ TRUCS E PATACS ~

« Qui c'est monsieur Besson ? Vous connaissez monsieur Besson ? » Vous

souvient-il de cette ironique question de Ségolène Royal posée à la cantonade à la suite d'un différend qu'elle eut avec ce monsieur dans des discussions internes au parti socialiste ? C'était pour moquer le manque de notoriété de son camarade contradictoire et par conséquent de ses arguments obscurs. En elle était la lumière et la vérité.

Cet écrasant mépris a involontairement tiré de l'ombre notre larvaire militant de base qui s'est depuis épanoui en insecte parfait (on ose à peine cet adjectif, mais il est consacré dans l'étude des métamorphoses des insectes) sous le soleil du sarkozysme triomphant.

Et pourtant l'appréciation originelle de notre monsieur Besson envers son (et notre) futur Président ne fut pas des plus tendres. Ne présentait-il pas Sarkozy, dans un de ses libelles, comme « citoyen américain à passeport français » (ou l'inverse, je ne sais plus très bien, mais le propos était dur, voire assassin...).

Arrivé au pouvoir, le citoyen président pas rancunier pour deux sous et sans doute pour faire la nique à Ségolène, ouvrit la porte de son gouvernement à monsieur Besson (et à quelques autres socialistes à idéologie variable - comme le vent et les girouettes-).

En d'autres temps, certains ont pu changer l'eau en vin ou le vil plomb en or pur ; notre miraculeux président a fait d'un opposant sauvage un toutou dévoué. Le premier su-sucré fut un vague secrétariat d'état plutôt technique - technologies nouvelles, numérique, etc...).

Et maintenant voilà le sucrier entier en récompense avec un ministère de plein exercice éminemment politique et tout à fait sarkozien (l'Immigration et l'Identité nationale = il faudra montrer les dents et refouler les intrus !).

Mais comble du virage, vrai tête à queue spectaculaire, voilà notre Besson, ex-socialiste d'en bas (comme dirait l'autre), propulsé dans les hautes sphères du camp d'en face, autant dire parmi les cardinaux de la curie uémepé (quo non ascendit ?) Exemple de palinodie qu'on citera un jour sans doute dans des ouvrages politiques de référence...

Ce n'est pas seulement le retournement de la veste, mais de tout le vestiaire, sous-vêtements, chaussettes et gants compris...

Et de l'âme aussi.  
Mathieu Lacougue

## Ce Samedi 7 Février 2009 MONTFORT EN CHALOSSE 8ème Fête d'Attac

### L'Amérique latine en rébellion ?

15h. Ciné débat  
OGM, Agrocarburants  
Avec **Christian Berdot** des Amis de la Terre  
16h30 Conférence-débat  
D'autres nouvelles du Venezuela avec **Jesus Arnaldo Pérez**, Ambassadeur du Venezuela en France  
Suivie d'un repas

Traditionnelle Croupionnade du mardi gras

## Mardi 24 Février à partir de 19h

### Traditionnelle Croupionnade

Qui aura lieu cette année, notez-le bien, à  
**CASTELNAU-CHALOSSE**

**Au menu :** Tourin, Omelette aux lardons, Croupions de canard sur le grill, Beignets et .....bonne humeur

Pour s'inscrire,

téléphoner à Roger Laboudigue au 05.58.89.87.13

## Quand les jeunes s'y mettent...

Depuis le mois de Décembre, la section de Tarnos a décidé d'œuvrer au rassemblement du plus grand nombre de jeunes, progressistes de gauche, désireux de se mobiliser sur le canton du Seignanx et de Boucau. Afin de créer un réseau politique, mais aussi festif et culturel, réseau de solidarité, d'entraide au quotidien, de formation également, avec toujours en tête l'envie de penser le monde de demain et de lutter pour une meilleure justice sociale et humaine.

Bien que cette initiative en soit à ses prémices, les jeunes, motivés, ont décidé d'organiser une grande soirée latino, sur fond de débat politique et de salsa. Un moyen d'espérer l'avenir ensemble en faisant un zoom sur un pays qui bouge et qui a envie de dépasser le système capitaliste.

La soirée aura lieu :

**Le Samedi 21 Mars 2009,  
Salle Maurice Thorez à Tarnos.**

Afin de les encourager dans leurs démarches, nous vous invitons d'ores et déjà à réserver cette date dans votre agenda.

Christine Treilhaud

## URGENT Réabonnement 2009 aux Landes Républicaines

Afin de continuer à recevoir « Les Landes Républicaines », nous vous invitons à vous réabonner dès maintenant. En effet, pour tous les lecteurs qui ne se seront pas réabonnés au 28 Février, nous serons dans l'obligation de suspendre l'envoi du journal.

Alors ne vous privez pas de cette source d'information et œuvrez pour la survie de notre presse. D'avance nous vous remercions.

### Bulletin d'abonnement 2009 aux « Landes Républicaines »

Nom .....

Prénom .....

Adresse .....

.....

CP ..... Localité .....

Abonnement annuel normal :  20 €

Abonnement annuel de soutien :  25 €

30 €

.....€

Libellez le chèque au nom de la SARL « Les Landes Républicaines »  
et envoyez-le à : SARL Les Landes Républicaines  
BP 34 6-8 rue des Forgerons 40001 Mont-de-Marsan cedex

« Le Parti communiste  
salue le dévouement,  
la solidarité et la  
disponibilité dont ont fait  
preuve les voisins, amis,  
élus pour apporter aide,  
réconfort et soutien aux  
personnes  
subitement sinistrées  
et coupées du monde. »

## Service public irremplaçable

On ne compte plus le nombre de groupes électrogènes dans les communes du département. Ils permettent l'alimentation en électricité de nombreux foyers, même si pour l'heure quelques milliers en sont encore privés.

Heureusement que le Président de la République avait promis que tout serait en ordre dans les 8 jours suivants la tempête.

Une fois de plus des promesses non tenues !

Un coup de communication de plus !

Tout cela est bien loin des problèmes rencontrés par les personnes directement victimes des conséquences de la tempête.

Tout cela bien loin du remarquable travail et prouesses réalisées par les salariés de l'ensemble des services publics. S'ils n'existaient pas, il faudrait à coup sûr les inventer.

Reste que là aussi il faut bien dire que l'ensemble de ces services est confronté à d'innombrables difficultés liées bien sûr à la violence de la tempête et aux énormes dégâts. Mais aussi aux conséquences des décisions publiques prises ces dernières années par les gouvernements qui ont conduit peu à peu la disparition des services publics de proximité.

OUI MAASTRICHT. OUI LISBONNE. OUI l'application des directives européennes ont eu des conséquences désastreuses sur ces services publics.

Aujourd'hui plus que le constat, la dénonciation, les critiques sur ces services : il y a besoin de remettre en cause les choix pris. Il y a besoin de davantage de services publics, d'un véritable maillage territorial de proximité des services publics. Il y a besoin d'autres choix politiques et d'un investissement sans précédent pour le financement en personnels et en matériel de ces services.

Il y a besoin également de rompre avec les traités européens et les directives mises en application.

Il y a besoin d'une autre construction européenne. Ce sera l'un des enjeux des élections européennes du 07 Juin.

La bataille ne fait que commencer. La construction d'un front de gauche est à coup sûr un élément de réponse pour y parvenir ☺



# RÉPUBLICAINES LES LANDES

HEBDOMADAIRE DE LA FÉDÉRATION LANDAISE DU P.C.F.

S.A.R.L. « LES LANDES RÉPUBLICAINES »

6-8 rue des Forgerons - BP34

40001 MT DE MARSAN Cedex

Tél. 05.58.46.41.41 - Fax. 05.58.75.97.76

e-mail : landes.rep@wanadoo.fr

Directeur Gérant : Christian DUPRAT

Imprimé : L.R. MONT-DE-MARSAN

C.P. N° 88127 - N° 1802 - 05 Février 2009

**MONT-DE-MARSAN**

## SUCCES DE LA MOBILISATION DU 29 JANVIER



Plus de 5.000 manifestants venus de tout le département se sont retrouvés dans les rues de Mont-de-Marsan pour manifester leur colère face à un système et une politique qui ont provoqué la crise.

Bien qu'éprouvés et assommés par le passage de la tempête

sur notre département, la mobilisation fut grande. Dans le cortège, salariés du public et du privé, retraités, chômeurs... étaient côte à côte pour manifester leur colère face à ce gouvernement qui n'a de cesse que de développer un malaise diffus sans portée politique ☺

**Après ce 29 janvier**

**D**ans un sondage CSA-  
**L'Humanité** paru dans  
**L'Humanité** du 3 Février,  
**61% des Français** sont  
**prêts à poursuivre la**  
**mobilisation** et **62% des**  
**Français contestent la**  
**politique**  
**gouvernementale.**

## Formation des élus

**Samedi 14 Février  
à partir de 9h30**

**Salle des Associations à Pontonx sur Adour**

Sur le thème :

« **Comprendre un budget** »

Avec **Yves Lahoun**, vice-président de Conseil Général  
des Landes, Maire de Pouillon

**Assemblée générale des Communistes**  
**De la section de Pays des Luys**  
**Lundi 9 Février à 20h**  
**à Castelnau Chalosse**

**Assemblées populaires de début d'année**  
**autour d'un verre et de gâteaux**  
**§ Canton de Gabarret**  
**Mardi 10 Février à 15h30**  
**Salle du Cinéma à Gabarret**  
**§ Canton de Villeneuve de Marsan**  
**Mardi 10 Février à 20h**  
**Foyer de Perquie**

**Assemblée des Communistes**  
**De la section du Pays de Montfort**  
**Mercredi 11 Février à 20h**  
**À la Salle sous les gradins à Hinx**

## LES MAIRES NE SERONT PAS LES POMPIERS DU GOUVERNEMENT

Depuis la création du Service minimum d'accueil dans l'éducation nationale, les élus communistes et républicains se sont clairement prononcés contre cette loi liberticide et ont demandé son abrogation. L'ANECR a proposé à tous les élus, les parents et les enseignants, notamment par l'intermédiaire de leurs organisations représentatives, de faire front commun pour le retrait de cette loi.

Les élus communistes du sénat ont déposé un proposition de loi dans ce sens.

Devant le tollé des maires et des associations d'élus, le Président de la République avait prononcé un premier recul indiquant qu'il était prêt à revoir les modalités d'application de la loi, en particulier pour les communes rurales. La rumeur circule en effet qu'il n'y aurait plus, le 29 janvier, de référé contre les communes de moins de 5.000 habitants qui n'appliqueraient pas ces mesures ! Ce n'est pas suffisant et c'est l'abrogation pure et simple qui s'impose.

Opposés sur le fond au SMA, les élus seront encore moins en mesure d'appliquer une telle loi, avec leur personnel en grève !

Il faut rappeler que si l'Etat se substitue à la commune pour la responsabilité administrative, la responsabilité pénale –quant à elle– est personnelle et concerne donc les maires et les éventuels personnels impliqués dans la garde.

Avis aux amateurs ! ☺

## UN COUP DE FORCE CONTRE LA DÉMOCRATIE PARLEMENTAIRE

LE JEUDI 22 JANVIER 2009

Après le vote par l'Assemblée nationale de la réforme du règlement des assemblées législatives, les élus du groupe CRC-SPG dénoncent « un coup de force » contre la démocratie. « voilà, écrivent-ils dans un communiqué, le véritable sens de la révision constitutionnelle, que les communistes n'ont eu de cesse de dénoncer, adoptée à l'arraché à une voix près en juillet 2008. En voulant encadrer, limiter la parole des parlementaires, Nicolas Sarkozy entend rendre quasi impossible les grands combats parlementaires en phase avec le peuple, contre les mauvais coups comme nous en avons connu : retraite, CPE, que ce soit la privatisation de La Poste ou la mise en cause des libertés locales. Cette atteinte à la démocratie parlementaire est d'autant plus dangereuse qu'elle prend place dans le cadre d'une dérive autocratique que nul ne peut plus ignorer. Mainmise sur les médias, reprise en main de la justice, criminalisation de l'action syndicale et revendicative en sont les points majeurs. »

Le texte sera examiné par le Sénat à partir du 10 Février. ☺

## COMMUNIQUÉ DU PCF

# Des moyens pour sauver la forêt !

La tempête qui a balayé le sud ouest a déchiqueté près de trois millions d'hectares de forêt dont cinq cent mille appartiennent au domaine public. Le massif landais est détruit à plus de 60%.

C'est une catastrophe pour l'environnement et pour l'ensemble de l'activité économique liée à la forêt.

L'élan de solidarité des populations, l'investissement des maires et élus, est à saluer. La démonstration de réactivité des services publics de l'Etat et des collectivités territoriales, notamment en direction des ruraux est aujourd'hui une réponse d'efficacité. Le démantèlement des services publics est lui une catastrophe au passif du gouvernement.

Les déclarations empressées du président de la République, à peine 19 millions d'euros pour les communes sinistrées, les promesses d'un retour à la normale avant la fin de semaine, tout cela ne saurait masquer l'insuffisance des moyens financiers mobilisés : la forêt, ses communes et ses populations valent-elles moins que quelques banquiers ? Le Parti communiste français demande solennellement au gouvernement de débloquer les fonds nécessaires à la hauteur des dégâts subis. L'Union européenne ne peut s'exonérer d'abonder les fonds d'indemnisation non couverts par les assurances.

Les cinq millions annoncés par le ministre de l'agriculture, de la pêche et de la forêt, Michel Barnier, ne peuvent être la seule accalmie lâchée au cœur de la tempête.

Des mesures d'urgence s'imposent pour la valorisation du bois. Des centres de stockage doivent être réactivés et créés. Des moyens de transport efficaces doivent être mis en place par la SNCF. Le prix du bois doit être garanti : cette catastrophe ne peut s'ajouter à celle du tout marché, le prix du stère de bois ayant chuté de 7 à 3 euros la semaine précédant la tempête !

Le Parti communiste français pose d'ores et déjà la question du devenir de la forêt française. Ce sont les moyens de son développement pour plusieurs décennies qui sont aujourd'hui posés. Les conditions de la replante doivent être immédiatement envisagées, pour une relance d'une filière bois française, rémunératrice, durable, enracinée dans son savoir-faire ☺



Après la tempête, divers témoignages... arrivent à la Fédération des Landes du PCF pour exprimer la solidarité et l'amitié aux habitants du département des Landes.

Dans son courrier, Marie-George Buffet, secrétaire nationale du PCF, qui, s'excusant de ne pouvoir être là jeudi à Saint-Yaguen, nous écrit : « Cher Alain, Comme tu le sais, je ne pourrai pas conduire jeudi la délégation nationale du parti venant dire la solidarité de tous les communistes à leurs camarades des Landes et, bien plus largement évidemment, à tous les Landaises et les Landais. Je sais qu'Olivier Dartigolles, André Chassaigne et Xavier Compain trouveront les mots pour dire tout notre soutien. ... Mais je veux aussi, par écrit, t'exprimer ma

solidarité : solidarité avec toutes celles et ceux qui ont vu leur maison et leurs biens dévastés par la tempête, solidarité avec les élus aujourd'hui face à d'immenses difficultés, solidarité avec les paysans et sylviculteurs, et plus largement à tous les travailleurs des Landes, qui ont perdu leur outil de travail : solidarité aux agents du service public qui, dans l'adversité, ont une nouvelle fois démontré combien le service public était vital à notre pays... J'ai tenu à ce que notre Conseil national, ce prochain 7 février, adopte un texte de soutien à tous les sinistrés de la tempête. Je sais aussi que l'ANECR saura mobiliser les élus communistes et républicains pour qu'un maximum de collectivités locales puissent vous venir en aide. Reçois bien, ... ».

Egalement Hervé Bramy, secrétaire départemental de la Seine-Saint-Denis nous adresse un message de solidarité et écrit notamment : Cher Camarade, cher Alain, Je t'adresse au nom des communistes de la

Seine-Saint-Denis, et en mon nom personnel, un message de solidarité et d'amitié destiné aux habitants de ton département. Les catastrophes naturelles comme celles que tu rencontres actuellement, nous en avons fait l'expérience en 1999, sont difficiles à vivre, et ce sont toujours les familles les plus modestes qui paient le plus lourd tribut. ... Je veux également te faire part de l'émotion des communistes qui sont bouleversés par les images diffusées sur les grands médias, et par les articles du journal l'Humanité. Je pense aux conséquences de cette tempête, notamment en terme d'emploi avec les destructions d'entreprises agricoles et forestières. Ces risques pour les travailleurs vont s'ajouter aux ravages induits par la crise actuelle du système capitaliste...

Je t'assure de toute ma disponibilité, de celle des communistes, des élus pour créer les conditions d'une concrétisation de cette solidarité tant nécessaire.

## Ste Marie de Gosse

# L'usine d'espadrilles "PARE GABIA" menacée de liquidation

Même si cela se passe dans un silence assourdissant, le nouveau patron de la marque PARE GABIA qui, depuis 1935, fabriquait des espadrilles à Sainte-Marie-de-Gosse, a cédé une partie de l'outil de travail à la concurrence et délocalisé la quasi-totalité de l'outil de production vers la Tunisie.

E, 2001, Monsieur Colin rachetait la manufacture d'espadrilles PARE GABIA de Bernard Corbun. Depuis son rachat en 2007 par le groupe LUXAT, le site de Ste-Maire-de-Gosse devient une plateforme logistique chargée de gérer les flux de produits finis et n'a même plus les moyens de corriger quelques malfaçons éventuelles des produits. La seule activité de production qui reste localement est un peu de découpe de tissu, jusqu'à quand ?

Cette manufacture d'espadrilles qui emploie 25 salariés (45 à 50 en haute saison) avait su s'adapter aux évolutions du marché pour résister à l'importation massive d'espadrilles chinoises à bas coût et de piètre qualité. Elle avait joué la carte de la qualité, s'était orientée vers l'espadrille mode en fournissant les grands couturiers, ce qui en faisait un produit de luxe bénéficiant d'une excellente image de marque. PARE GABIA avait même créé des sacs à main originaux sur la base de semelle corde dont le dessous était vulcanisée.

Qu'est-ce qui pousse le groupe LUXAT (plus de 12 M€ de chiffre d'affaire et 637.000 € de résultat net en 2007) et Jean-Luc Ferlicchi, le nouveau PDG soutenu par des fonds de pension du crédit agricole notamment, à délocaliser ?

- \* Les salariés ne savent-ils plus travailler ?
- \* Les salariés seraient-ils devenus trop exigeants sur les salaires (le SMIC après des années d'ancienneté) ?
- \* Les nouveaux actionnaires sont-ils plus exigeants sur leur marge et beaucoup moins regardants sur les conditions de travail ?
- \* Le marché n'est-il plus suffisant pour maintenir une activité dans la chaussure à Ste-Marie-de-Gosse ?
- \* Le prix de vente des espadrilles PARE GABIA est-il trop élevé ?
- \* Le sud de la France doit-il être un désert industriel pour devenir le bronze- cul de l'Europe ?

Dans la réponse à une ou plusieurs de ces questions, chacun trouvera son explication à ce drame industriel qui, malheureusement, touche de plus en plus de salariés.

Pour sa part, la municipalité (qui n'a pratiquement aucun moyen de pression sur un groupe industriel privé), a réuni les salariés licenciés et les responsables politiques (président et vice-présidente chargée de l'emploi à la communauté de commune, conseiller général, conseillère régionale) pour faire le point de la situation et essayer d'aider les salariés licenciés à faire face dans un contexte de crise dont ils ne sont nullement responsables mais dont ils payent le plus lourd tribut en perdant le droit de travailler dans l'entreprise ☺

Denis Darricau

D'ores et déjà, l'ADECR interpelle nos camarades élus des villes de la Seine-Saint-Denis, afin que des convergences efficaces puissent se mettre en place avec les communes de ton département. Je te propose également, et dans la mesure de nos moyens, d'examiner comment notre Fédération et nos sections peuvent contribuer à des actions solidaires avec les organisations du Parti dans ton département. ... J'espère que les conditions d'une vie normale puissent revenir rapidement dans toute la région, et que les moyens financiers, matériels et humains soient mis à votre disposition par l'Etat. Enfin, je pense nécessaire qu'une réflexion politique globale ait lieu pour dégager les axes d'une action évitant les conséquences désastreuses de ce type de tempête...

Cher camarade, je t'adresse le salut fraternel et chaleureux des communistes de la Seine-Saint-Denis et te fais part de mon plus amical soutien. Bien à toi. Amitié et fraternité. »

# SONY

La salle du Cinéma à Pontonx vendredi 23 Janvier 2009 était pleine, les salariés de Sony et leur avocat M° Rilov débattaient de la suite donnée d'une part à la plainte déposée par les salariés dont l'audience est fixée au Vendredi 13 Février au Tribunal de Dax ; par ailleurs le délégué syndical CGT P. Hachaguer présentait le PSE qui avait prévalu en Alsace et à Bayonne, ainsi que les propositions qui pouvaient être faites par les représentants des salariés à la Commission chargée de mettre en place le PSE à Sony-Pontonx.

Plusieurs amendements étaient proposés à l'assemblée des salariés où on remarquait la présence du secrétaire du CCE Richard Mery, ainsi que les élus CGT au CE –l'ambiance pourtant était l'espoir-. En effet, la conclusion des débats (à la lumière des informations du rapport PAEX et celles de M° Rilov) étaient : le licenciement pour « motif économique » que les dirigeants de Sony veulent faire valoir « est intenable » devant le Tribunal, « le motif économique » est un mensonge.

Le groupe Sony continue à faire des milliards d'euros de profits et le site de Pontonx ne peut se traiter à part, il est inclus dans le Groupe.

Les experts font ressortir le caractère pratiquement « prémédité » de Sony de mettre le site de Pontonx en difficulté depuis plusieurs années. Les salariés et le Syndicat CGT aidés et soutenus par le Comité de soutien étaient présents et nombreux à la manifestation du 29 Janvier à Mont-de-Marsan et le seront encore le Vendredi 13 Février à Dax devant le tribunal pour dire :

« LICENCIEMENT ÉCONOMIQUE = ILLÉGALITÉ »

Une manifestation parcourra la ville, continuez à les soutenir, et participez nombreux à leurs initiatives.

En France ce sont des emplois industriels dont nous avons besoin.